



Vue partielle de l'assistance lors de la cérémonie

Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres : Le sous-projet protection des orphelins lancé à Yokélé dans le Kloto P.4

Nouvelle OPINION

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°487 du 20 Juin 2016

Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Communiqué de presse du Groupe Bolloré P.2

**28ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU GROUPE ECOBANK :**
**Des perspectives
annoncées pour un
développement
futur d'ETI** P.6



EURO 2016:
**Cristiano Ronaldo
et le Portugal butent
sur l'Autriche** P.7



Blocage systématique des activités au CAR : 33 fédérations sur 36 interpellent Me Apévon pour la tenue du congrès

P.4

Les membres des 33 Fédérations présents lors de la réunion



Me Dodzi Apévon, Pdt du CAR

Mise en veilleuse des revendications sociales et accalmie dans le monde du travail : Le gouvernement doit davantage anticiper les événements

Depuis 2012 jusqu'à un moment récent, l'administration togolaise a connu beaucoup de turbulences provoquées par les revendications sociales suivies de mouvements de grève. Le secteur de la santé a été le tout premier à connaître des perturbations suite à un bras de fer entre agent de la santé et l'autorité. Une plateforme revendicative non satisfaite a été à l'origine d'un mur d'incompréhension installé entre praticiens hospitaliers et le gouvernement. Plus tard, ce sont les enseignants qui ont suivi avec des revendications relatives à des primes de rentrées, de bibliothèque et autres. La vague de revendications qui a provoqué plus de remous et tumulte dans toute l'administration a été celle de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) dont les mouvements de grève ont paralysé le bon fonctionnement de toute la fonction publique pendant des mois... Suite page 3



Gilbert Bowara, ministre de la Fonction publique

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT 8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT 8201
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

**TARIF
UNIQUE
pour TOUS
BAISSE
pour Chacun**



Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Bolloré

Communiqué de presse - 1er juin 2016

Le Groupe Bolloré vient de prendre connaissance de la sentence rendue le 4 mai 2016 par la Cour Suprême de Madrid – Section Pénale – qui confirme la décision de la 1^{ère} Chambre du Tribunal Provincial de Séville du 14 avril 2015.

Par cette décision, M. Jacques Dupuydauby est définitivement reconnu coupable du délit d'appropriation frauduleuse des titres de filiales du Groupe Bolloré, notamment au Togo et au Gabon, et est ainsi condamné :

- à 3 ans et 9 mois de prison ferme,
- à l'interdiction d'exercer des fonctions d'administration ou de direction d'entreprises,
- au paiement de plus de 10 millions d'euros de dommages-intérêts au profit du Groupe Bolloré.

Cette décision fait suite à des plaintes déposées en 2005 après la découverte d'agissements frauduleux de M. Jacques Dupuydauby.

Le Groupe Bolloré a été l'objet de multiples tentatives d'intimidation et de calomnies de la part de l'intéressé qui a aussi déposé de nombreuses plaintes judiciaires en vue de porter atteinte à sa réputation, malheureusement souvent reprises.

Le Groupe Bolloré se félicite de cette décision définitive et que justice lui ait été rendue.

Blocage systématique des activités au CAR : 33 fédérations sur 36 interpellent Me Apévon pour la tenue du congrès

La crise qui secoue le CAR depuis sept (07) mois déjà connaît des proportions inquiétantes à telle enseigne que, les fédérations de ce parti sont sorties de leur mutisme pour interpellent le président national afin qu'une solution soit trouvée dans un délai raisonnable. Ils étaient au total 33 fédérations sur les 36 que compose le CAR à signer une pétition au cours d'une réunion de crise tenue à Lomé.



L'assistance lors de la réunion de crise....



...la table d'honneur

Dans lettre ouverte, lue par M. Etadzi Ata Yawo, président de la fédération de la préfecture de Wawa, les 33 fédérations qui ont pris part à cette réunion ont fait part de leurs vives préoccupations quant à la tournure que prend cette crise survenue en novembre 2015.

" Nous sommes très peinés de constater que depuis sa dernière réunion du 15 mars 2016, le comité directeur, organe habilité par nos statuts à dénouer la crise (...) ne s'est plus réuni jusqu'à ce jour " peut-on lire dans la lettre adressée au président national du CAR Me Apévon Paul.

Les membres des fédérations ont également relevé qu'aux termes de la circulaire en date du 18 avril 2016 adressée au comité directeur, Me Apévon évoquait l'insécurité

qui planerait sur les réunions du parti pour justifier sa décision de suspendre les réunions de ce comité ainsi que la cessation des activités du CAR. Face à la mise en veilleuse des activités du parti, nombreuses sont les fédérations du parti qui avaient adressé des courriers au président national du parti pour attirer son attention sur ce blocage qui risque d'envoyer le parti à l'éclatement.

Selon toujours cette lettre, Me Apévon aurait avisé qu'il allait organiser des réunions dans la cadre d'une tournée pour dire sa part de vérité sur la crise qui persiste. La lettre explique que les militants ont très tôt déchanté car les réunions organisées partout dans les fiefs du CAR ont plutôt révélé que Me Apévon a des intentions cachées, celles de se désolidariser du CAR pour créer son propre parti. Pire, les

informations sûres précisent qu'au cours de toutes les réunions tenues, les listes de présence étaient destinées à corrompre les militants pour les englober dans le parti en gestation.

Les fédérations présentes à la signature de cette pétition du 18 juin dernier ont fait des révélations troublantes selon lesquelles, certains collaborateurs de Me Apévon Dodzi auraient brûlé les symboles et emblèmes du CAR pour ensuite poster les images sur les réseaux sociaux du simple fait de la désapprobation du président national. Me Apévon, ayant compris que le processus de réformes politiques serait mis en branle, il a donc décidé de reporter son projet de création de parti.

Cette stratégie de surseoir à la création du parti milite en faveur d'une idée d'empêcher

le CAR de prendre part aux discussions sur les réformes qui allaient avoir lieu. L'idée trouve son explication dans le fait qu'aux premières semaines de la crise au sein du CAR, Me Apévon avait insisté que, " si jamais il devait être remplacé, le parti sera détruit et le successeur n'en trouvera même pas la coquille vide "

Mais force est de constater qu'au même moment où le président national fait feu de tout bois pour faire disparaître le CAR, paradoxalement, on l'a vu apparaître sur la scène politique au nom et pour le compte de ce même parti en l'occurrence la dernière conférence organisée par la plateforme justice et vérité à Lomé. Face à ce comportement peu orthodoxe de Me Apévon, les fédérations au cours de cette réunion ont estimé qu'il faut aller au-delà des pétitions qu'elles

lui avaient adressées et auxquelles elles n'ont trouvé aucune réponse pour le dénouement de la crise.

Pour ce faire, les 33 fédérations qui ont signé la lettre ouverte au président, prennent à témoin l'opinion publique, les vice-présidents, les membres du comité directeur et les militants de base de leurs fédérations respectives en demandant instamment à Me Apévon Dodzi Paul de convoquer le parti à se réunir en session extraordinaire dans un délai statutaire d'un mois en vue de mettre fin à la crise. Au demeurant, cette sortie médiatique des fédérations du CAR sonne comme un signal fort qui devrait amener Me Apévon au respect scrupuleux des statuts en convoquant le congrès extraordinaire du parti en vue du dénouement de cette crise qui n'a que trop duré.

Dans tous les partis qui aspirent au changement, le respect de mandat des présidents s'imposent et pour tout exprimer, Me Apévon, président national du CAR a déjà passé ses deux mandats à la tête du parti soit 8 ans exactement. En légaliste, pour la bienséance et pour le bien-être du parti, il est temps qu'il libère le plancher pour permettre à d'autres figures de diriger le parti.

Tchagnao

Mise en veilleuse des revendications sociales et accalmie dans le monde du travail : Le gouvernement doit davantage anticiper les événements

Depuis 2012 jusqu'à un moment récent, l'administration togolaise a connu beaucoup de turbulences provoquées par les revendications sociales suivies de mouvements de grève. Le secteur de la santé a été le tout premier à connaître des perturbations suite à un bras de fer entre agent de la santé et l'autorité. Une plateforme revendicative non satisfaite a été à l'origine d'un mur d'incompréhension installé entre praticiens hospitaliers et le gouvernement. Plus tard, ce sont les enseignants qui ont suivi avec des revendications relatives à des primes de rentrées, de bibliothèque et autres. La vague de revendications qui a provoqué plus de remous et tumulte dans toute l'administration a été celle de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) dont les mouvements de grève ont paralysé le bon fonctionnement de toute la fonction publique pendant des mois.

Mais depuis plus d'un an déjà, c'est avec satisfaction qu'on note une accalmie généralisée dans tous les secteurs. La rentrée



Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique

scolaire qui débute souvent avec des menaces de grèves a été normale et l'année scolaire finit pratiquement sans aucune perturbation. Dans le secteur de la santé, tout se passe également dans la sérénité.

Mais toute cette accalmie apparente ne voudrait pas forcément dire que le feu s'est totalement éteint sous la cendre. En effet, de sources proches des agents de la fonction publique, au jour d'aujourd'hui, plusieurs points de désaccord sont restés en suspens aussi bien dans le secteur

de l'éducation qu'au niveau de la STT. On se souvient encore de la revendication des 280 points d'indices qui a fait l'objet d'un bras de fer avec sa vague de dégâts dont certains ministres ont été victimes à l'époque.

Dans le secteur de l'éducation, bon nombre d'enseignants parlent encore de la lenteur du gouvernement à intégrer les enseignants auxiliaires qui ne figurent plus dans le nouveau statut général de la fonction publique adopté depuis plus d'un an déjà. La question du statut particulier fait

aussi l'objet d'une attente préoccupante dont parlent présentement les enseignants, puisque, disent-ils, le statut général étant déjà adopté, il n'y a plus de raison pour ne pas avoir le statut particulier attendu depuis plusieurs années.

C'est pour ces raisons qu'il nous semble plus prévoyant de saisir ce moment de tremplin pour éviter que de nouveaux mouvements de revendications ne refassent surface. Le secteur le plus sensible dans ces genres de revendications est celui de l'éducation où la moindre grève perturbe les activités pédagogiques et l'année scolaire. Ceci nous amène à rappeler la présente crise que traverse l'USET, la fédération syndicale des enseignants qui a fait beaucoup plus parler d'elle ces dernières années.

Après la démission de deux syndicats de base de l'enseignement technique au sein de cette fédération syndicale, la plupart des enseignants se disent aujourd'hui abandonnés tels des orphelins suite à la mort d'un parent. Et

aux dernières nouvelles, deux nouveaux syndicats de l'enseignement général sont en train de voir le jour. Ceux-ci, constitués des mécontents des acteurs de la crise au sein de l'USET veulent prendre la commande d'une nouvelle association syndicale pour continuer la lutte avec les syndicats de l'enseignement technique. C'est dire que cette accalmie ne pourra tenir pour longtemps si l'autorité n'anticipe pas les événements.

Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas entamer les discussions avec les syndicats sur les points de désaccord en ces moments où prévaut l'apaisement ? Faut-il encore attendre que les enseignants et travailleurs renouvellent leurs vieilles doléances, et des menaces de grève avant de penser à de nouvelles discussions sous pression ? Cette accalmie apparente n'est pas synonyme de satisfaction généralisée et il revient à l'autorité de prévoir et montrer que ce n'est pas uniquement sous pression qu'il faut satisfaire aux exigences des travailleurs.

Apo

Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres : Le sous-projet protection des orphelins lancé à Yokélé dans le Kloto

" Donner la chance aux enfants d'une même génération en ayant droit aux besoins élémentaires " est le volet social que présente le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT). Présent sur le terrain à travers différents sous-projets que gèrent les communautés elles-mêmes, le PGICT avec la Banque Mondiale continue toujours de voler au secours des populations nécessiteuses. Le dernier en date est le lancement officiel du sous-projet d'amélioration de la capacité d'accueil, de prise en charge des enfants en difficulté du Centre d'Action Sociale au Togo (CAST), qui a eu lieu à Yokélé, localité située à quelques kilomètres de la ville de Kpalimé. C'est un sous-projet de protection des orphelins de Yokélé qui va donner un coup de pouce à l'autonomie financière du CAST et aux innovations que le centre a eu à faire en matière de Gestion Durable des Terres. Etaient présents lors du lancement, M. SAMA Boundjow, Secrétaire Général du ministère de l'Environnement, représentant le ministre, Mme Joëlle BUSINGER, représentante Résidente de la Banque Mondiale au Togo, M. Amidou MOROU, Coordonnateur du PGICT, Mme YEVU Mana, présidente du CAST, M. TODZRO Mensah, directeur exécutif de l'ONG " Les Amis de la Terre " ainsi que les bénéficiaires.



Le Centre d'Action Sociale au Togo (CAST)

Aujourd'hui avec le projet de société du mandat actuel du Chef de l'Etat, le PGICT à tra-

précarité que vivent les enfants du CAST.

" Aujourd'hui l'on doit reconnaître que la tâche est immense mais les ressources sont limitées", a déclaré M. SAMA Boundjow, Secrétaire Général du Ministère de l'environnement et des Ressources forestières, qui n'a pas manqué de féliciter les initiateurs de ce projet et de remercier la Banque Mondiale ayant accepté d'accompagner le gouvernement pour l'exécution de la présente initiative. Il a par ailleurs salué le courage et le travail des premiers responsables initiateurs de ce centre pour avoir su construire dans la discrétion les édifices qui, du moins, paraissent invisibles à leurs yeux.

Enfin il les a invités pour une utilisation judicieuse des ressources allouées pour le bien des enfants qu'ils ont en charge. Très heureux, Mme YEVU Mana présidente du CAST n'a pas manqué d'adresser ses sincères remerciements au gouvernement, au coordonnateur du PGICT, à la Banque Mondiale et à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué au lancement de ce sous-projet ; car selon elle, c'est un soutien qui

vient sauver les vies et combattre en même temps la misère, la pauvreté qui est un ulcère pour l'humanité. La représentante Résidente de la Banque Mondiale au Togo, Joëlle BUSINGER pour sa part, a demandé au coordonnateur du PGICT ainsi qu'à toute l'équipe de l'Agence d'Appui aux Initiatives à la Base (AGAIB-Plateaux) de toujours continuer par accorder une bonne attention à la mise en œuvre des activités de ce sous-projet, afin que les résultats envisagés soient pleinement réalisés. Car, elle estime qu'à travers cette gestion durable dont dispose ce centre, ils pourront arriver à assurer sa survie, favoriser l'éducation et l'insertion de ces enfants vulnérables et, à terme, contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté.

Elom



Vue partielle de l'assistance lors de la cérémonie

Le décor a été planté par le mot de bienvenue du chef canton de Yokélé. Il a rendu hommage à la fondatrice du CAST qui s'est donné pour charge de recueillir des orphelins et enfants vulnérables jusqu'à leur autonomie.

Situé à 3 km de la ville de Kpalimé (120 km de Lomé), ce centre prend en charge 414 enfants dont les parents sont soit décédés ou vivants mais sans moyens adéquats pour subvenir à leurs besoins. Avec pour activité principale l'élevage et l'agriculture, le PGICT appuyé par la Banque Mondiale a décidé de les accompagner à travers le lancement du sous-projet d'amélioration de la capacité d'accueil et de prise en charge des enfants en difficulté.

C'est un sous-projet qui va permettre au centre d'accroître entre autres l'exploitation agro-écologique à travers la culture écologique des produits de maraîchage, de légumineu-

ses ainsi que leur transformation et leur mise en œuvre sur le marché.

Il favorisera aussi la diversification à travers l'élevage de volailles, la pisciculture, l'apiculture, la myciculture et la formation des agents du centre sur les innovations techniques, les bonnes pratiques agro-écologiques et les nouvelles activités à initier.

vers son volet social, trouve nécessaire que les enfants soient pris en charge de la meilleure façon possible pour devenir des adultes capables de contribuer, le moment venu, au développement de la nation. C'est pourquoi le coordonnateur du PGICT n'a pas voulu rester indifférent à la situation de vulnérabilité et de



Mme Joëlle Businger, Représentante résidente de la Banque Mondiale au Togo

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiayao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiayao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Désenclavement du village d'Adzrakpo dans l'Agou : Un projet appuyé par le PGICT

Le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT), dans l'optique de toujours répondre aux problèmes d'aléas climatiques (la dégradation des terres et les inondations) auxquels le Togo est confronté depuis quelques années, a entrepris avec l'adhésion des communautés à la base un projet de désenclavement et d'adduction d'eau dans la préfecture d'Agou plus précisément dans le village d'Adzrakpo. Pour mieux constater l'avancée significative de ces travaux, une descente a été effectuée sur le terrain le mardi 14 juin dernier. La délégation présente était composée de M. Sama Boundjouw, Secrétaire Général du ministère de l'environnement et des ressources forestières, d'Amidou Morou, coordonnateur du PGICT, de Mme Joelle Businger, représentante résidente de la Banque Mondiale, de M. Hounkè Koffi chargé du PGICT à la Banque Mondiale et enfin des responsables (AGAIB-plateaux).



La délégation de la Banque Mondiale en visite des réalisations du PGICT



Un pont réalisé par AGAIB-Plateaux

Avec l'implication active des manœuvres qui sont avant tout des habitants du village et des localités environnantes dans la réalisation de ce sous-projet de désenclavement (construction de pont, de piste et d'adduction d'eau), les difficultés que rencontraient les populations ont enfin trouver une solution. Car par le passé, dans le canton d'adzakpa où on pouvait compter 12 villages, les jeunes élèves, les commerçants, les agriculteurs et autres parcourraient 12 km de marche surtout

en temps de pluie pour vaquer à leurs activités. Une souffrance qui trouve aujourd'hui une solution grâce à l'appui de la Banque Mondiale et à la coordination du PGICT avec la collaboration active de la communauté.

Il faut dire qu'avec ce sous-projet de désenclavement, les populations vont surtout, en cette période de pluie, accéder à d'autres localités environnantes et aux villages voisins. Douze villages seront desservis et en saison des pluies, les

enfants de ces villages ne feront plus un contournement de douze kilomètres comme ce fut le cas dans le passé pour aller à l'école. Aussi, plusieurs agglomérations seront desservies par ce pont qui a été construit par (AGAIB-plateaux).

Suite à la réalisation de ces ouvrages qui ont été confiés à l'Agence d'Appui aux Initiatives à la Base (AGAIB-Plateaux), il est à noter que pour ceux qui ont eu l'occasion de se rendre une fois dans le préfecture

d'Agou précisément dans le village d'Adzrakpo, la surprise, est d'autant plus grande car l'accès au village est très facile et favorable à cause de la construction de cette piste rurale qui est en phase de finition et à la reconstruction du pont.

Le responsable d'AGAIB interrogé sur les lieux affirme qu'à la fin de la saison, un site de deux hectares sera aménagé pour le maraichage, qui sera une activité génératrice de

revenus pour les populations. Il a aussi mentionné le bien fondé de sous-projet d'adduction d'eau potable pour cette localité qui est en manque d'eau potable. Comme le développement d'un milieu passe toujours par le développement de la route, M. SAMA Boundjouw s'estime heureux et remercie la Banque Mondiale, la coordination du PGICT et l'Agence d'Appui aux Initiatives à la Base (AGAIB-plateaux) pour leur accompagnement qui s'inscrit dans la droite ligne du projet social du Chef de l'Etat.

Pour sa première fois qu'elle visite ce sous-projet de désenclavement, Joëlle BUSINGER représentante Résidente de la Banque Mondiale au Togo se dit satisfaite pour cette approche participative des communautés que le PGICT appuie car elle leur permettra de mieux développer le milieu.

Kodjovi



Une piste rurale construite grâce à AGAIB-Plateaux

Protection des enfants et promotion de la Santé et Droits Sexuels Génésiques : Parlementaires et société civile échangent sur la question budgétaire

Contribuer à une meilleure protection des enfants et à la promotion de la Santé et Droits Sexuels Génésiques (SDDSG) est la lutte que mènent plusieurs organisations de la société civile togolaise. Une lutte qui se manifeste par diverses actions pour une instauration d'un Etat de droit. C'est dans cette perspective que le Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET) en partenariat avec l'Association Togolaise pour le Bien-être Familial (ATBEF) a organisé le 15 juin dernier à l'hôtel Ibis une rencontre d'échange des parlementaires sur la budgétisation sensible à la protection de l'enfant et à la promotion de la SDDSG.

Aujourd'hui après s'être acquitté de ses obligations, le Togo a présenté ses 3ème et 4ème rapports périodiques au comté des droits de l'enfant de Genève qui a formulé à son tour des recommandations à l'Etat togolais. De ces recommandations, il ressort que celle qui est consacrée à l'allocation des ressources fait que les résultats ne

sont pas toujours atteints malgré les stratégies qui ont été mises en œuvre par l'Etat et la société civile.

C'est pourquoi le Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET) en partenariat avec l'Association Togolaise pour le Bien-être Familial (ATBEF) a jugé utile de joindre les parlementaires aux discus-



Vue partielle des participants

sions. Car les députés sont appelés à voter des lois et d'interpeler le gouvernement sur la mise en œuvre des projets comme " Suivi des droits de l'en-

fant et recevabilité de l'Etat " et " Promotion des droits des adolescents à la santé sexuelle et génésique au Togo ".

Appuyer financièrement par

Plan international Togo et l'Union Européenne, cette rencontre a permis de mener des discussions approfondies sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier de 2014. Elle a aussi amenée tout un chacun à apporter des formations sur la santé génésique et droit sexuels et aussi sur l'éducation sexuelle complète.

Signalons qu'à l'issue de cette rencontre, des orientations ont été définies pour la suite de la collaboration afin qu'une budgétisation sensible à la protection de l'enfant et à la SDDSG des adolescents soient dégagées dans les jours à venir.

Junior

28ème Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du Groupe Ecobank : Des perspectives annoncées pour un développement futur d'ETI

La banque panafricaine Ecobank Transnational Incorporated (Eti) a tenu le 17 juin 2016 à son siège à Lomé, sa 28ème Assemblée Générale Ordinaire suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire. Au menu de la rencontre, il a été question de présenter les résultats qui ont pour dividende de 48,2 millions de dollars ainsi que le renouvellement du mandat du Dr. Daniel Matjila (représentant Public Investment Company/ le Fonds de pension des fonctionnaires) pour 3ans et enfin la ratification de la cooptation en tant qu'administrateurs de Messieurs Abdoula Al Khalia (représentant Qatar National Bank), Ade Ayeyemi (Directeur Général du Groupe Ecobank) et Mundo Nkuhlu (représentant Nedbank Group Limited).



La table d'honneur

Au cours de cette Assemblée Générale Extraordinaire, une autre résolution comme la consolidation des actions a été approuvée pour autoriser l'augmentation de la valeur nominale des actions ordinaires de la société de 2,5 cent dollars US par action.

Pour les jours à venir il a été décidée une consolidation de 20

actions ordinaires détenues en une nouvelle action ordinaire et par l'émission de nouvelles actions ordinaires. Pour des difficultés évoquées au cours de cette 28ème Assemblée Générale Ordinaire suivie de l'Extraordinaire et qui ont affecté les résultats financiers de la banque, le directeur général du groupe Ecobank, Ade Ayeyemi

promet relevé les défis pour cette année 2016.

Signalons que peu avant cette assemblée, Ecobank a annoncé le lancement d'une plateforme numérique qui permettra aux clients du groupe bancaire panafricain d'accéder sur internet à toute gamme de services. " Allez de l'avant " est la nouvelle grande campagne du groupe Ecobank qui vise à offrir directement sur internet toute la panoplie de services et d'offres bancaires à l'endroit de ses 11 millions de clients.

Cette nouvelle plateforme numérique entend offrir toute la gamme de comptes regroupés par segments de clientèle qui sont adaptés aux besoins et aux modes de vie de tous les clients.



L'assistance lors de la rencontre



Ade Ayeyemi, DG du Groupe Ecobank

Par le biais de cette plateforme sur internet, les clients d'Ecobank pourront réaliser un suivi de leurs comptes et réaliser leurs opérations courantes (virements, souscriptions à des services...) via un espace dédié en ligne, accessible également depuis

leur téléphone mobile. Avec cette innovation, fini les longues files d'attente qui se font remarquer il y a quelques années encore ou tout se faisait sur papier.

Avant la mise en place de ce système, les distributeurs étaient très peu nombreux, les chèques, les traites bancaires et les longues files d'attente étaient le quotidien des clients. Avec la nouvelle plateforme " Allez de l'avant " le groupe panafricain prend à fond le tournant du numérique et veut s'adapter à la nouvelle technologie au quelle sont inspirées les populations africaines, et qui souhaitent désormais effectuer toutes leurs opérations en ligne.

Elom

CALENDRIER DE LUTTES EVALA " PREFECTURE DE LA KOZAH EDITION 2016 DU 09 AU 17 JUILLET 2016

Samedi 09 juillet 2016 (MAZA)

Pya - Bohou - Yadè - Sarakawa
:Préliminaires

Dimanche 10 juillet 2016 (KUDJUKA)

Yadè -Tchitchao : ¼ et ½ finale
Bohou : ¼ de finale

Lundi 11 juillet 2016 (HODO)

Tchitchao : Finale
Bohou -Yadè : ½ finale
Sarakawa : ¼ de finale

Kouméa - Lassa : Préliminaires

Soumdina-Lassa-Pya-Tcharè : Danse des Evala

Mardi 12 juillet 2016 (PYA)

Yadè : Finale
Bohou : ½ finale

Pya - Kouméa - Tcharè - Djamdè : ¼ de finale

Lama - Landa : Préliminaires

Tchitchao : Danse des Evala

Mercredi 13 juillet 2016 (CILA)

Bohou : Finale

Pya - Soumdina- Kouméa - Tcharè -Djamdè
- Sara - Kawa : ½ finale
Lassa - Landa : ¼ de finale

Jeudi 14 juillet 2016 (SARAKAWA)

Pya - Sarakawa - Yaka : Finale
Lama - Landa - Tcharè - Soumdina : ½ finale

Lassa : ¼ et ½ finale

Vendredi 15 juillet 2016 (KEMEA)

Kouméa - Landa - Lama - Djamdè : Finale
Lassa : ½ finale

Samedi 16 juillet 2016 (MAZA)

Tcharè - Soumdina - Lassa : Finale

Dimanche 17 juillet 2016 (KUDJUKA)

- Danse des Evala dans les cantons
- Championnat super Evala au Stade Municipal de Kara à 09H30

COMMISSARIAT GENERAL
Direction de la Communication
Et des Services aux Usagers

N° 005 /2016/OTR/CG/DCSU

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes
Relatif à la perception de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle aux contribuables soumis au paiement d'impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) communément appelé **trimestre** que la perception de cet impôt au titre du premier trimestre 2016 débutée depuis le 1^{er} avril 2016 se poursuivra jusqu'au 30 avril 2016.

En outre, il est rappelé aux conducteurs qu'ils sont redevables pour leur propre compte de la Taxe Complémentaire sur Salaire (TCS).

Les contrôles débuteront le **02 mai 2016** et s'étendront jusqu'au **30 juin 2016** sur toute l'étendue du territoire national.

Les retardataires s'exposent à la rigueur de la loi.

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes compte sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le **11 AVR 2016**

Le Commissaire Général

Henry Kanyesiime GAPERI

41, rue des impôts 02 B.P. 20823 Lomé - TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
e-mail : otr@otr.tg

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg

LE VIOL COMME ARME DE GUERRE: Une journée pour informer et sensibiliser

C'est aujourd'hui la première Journée mondiale de lutte contre le viol comme arme de guerre. La prise en compte du viol comme arme de guerre dans les conflits actuels est relativement récente : elle n'a fait l'objet d'une résolution adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU- que l'an passé pourtant cette arme serait utilisée dans plus de 10 pays dans le monde encore aujourd'hui.



Le gynécologue congolais, Denis Mukwege, entouré des victimes de viol

Le viol peut avoir plusieurs objectifs dont celui de mettre à genoux les opposants politiques, explique à RFI Céline Bardet, juriste internationale et présidente de l'association We are not Weapons of War.

La juriste prend l'exemple de la Libye. " Pendant la révolution libyenne les troupes de Kadhafi ont utilisé le viol à l'encontre des femmes et des hommes dans ce but précis ". Il en a été de même au Kenya, pendant les élections de 2007-2008, au Zimbabwe ou encore au Darfour où " le viol est utilisé comme une arme de terreur ". On peut se demander pourquoi les victimes ne sont pas tuées mais violées, interroge Céline Bardet. C'est que instaurer la terreur est une stratégie. Les habitants, " terrifiés, quittent les lieux où ils vivent, répandent aussi l'information selon laquelle les viols sont en cours, répandant ainsi la terreur " parmi les populations civiles.

Le viol et l'esclavage sexuel

selon Daesh

Ce n'est pas une arme nouvelle, elle est utilisée depuis la nuit des temps, poursuit Céline Bardet. Sauf qu'il y a une utilisation beaucoup plus structurée de cet outil dans les conflits contemporains. Ces dernières années, Daesh et l'Etat islamique l'ont " théologisé et en ont fait un outil établi dans un manuel : le viol et l'esclavage sexuel sont des armes de torture " dont l'organisation jihadiste a fait " une arme absolue ". La juriste distingue deux niveaux dans l'utilisation de cet " outil ". Un premier niveau dans lequel " le viol et l'esclavage sexuel sont utilisés comme outils d'anéantissement, de nettoyage ethnique, dirigé contre certaines parties de la population pour des raisons ethniques et religieuses ". Par exemple contre les populations yézidiennes. Second niveau cette fois dans les territoires contrôlés par l'organisation Etat

islamique où le statut de la femme est défini. Il est alors clairement établi dans les manuels de propagande de l'organisation que quand la femme ne correspond pas au statut qui lui assigné, " le viol et l'esclavage sexuel peuvent être utilisés contre elle ".

Boko Haram et Daesh, mêmes pratiques

En Afrique, Boko Haram utilise aussi le viol de manière systématique, poursuit Céline Bardet. L'organisation jihadiste assigne à la femme la même place que Daesh dans la société. Par exemple, les jeunes filles ne doivent pas aller à l'école car elle est corruptrice.

De la même manière, les femmes et les jeunes filles sont des outils de recrutement. " Boko Haram cherche des jeunes hommes pour rejoindre ses rangs et pour les attirer, ils vont kidnapper des jeunes filles, souvent qui sont

vierges, qui vont être offertes, données en mariage aux hommes de Boko Haram. Il y a une utilisation de la position de la femme dans la société dans ce but-là ".

La RDC, " capitale mondiale du viol "

La République démocratique du Congo s'est rendue tristement célèbre aussi pour l'utilisation systématique du viol comme arme de guerre et de terreur sur les populations civiles.

En 2010, Margot Wallström, ancienne représentante de l'ONU pour les violences sexuelles dans les conflits avait qualifié le pays de " capitale mondiale du viol ". Quatre ans plus tard, Joseph Kabila créait un bureau spécialisé sur la question en signe de bonne volonté. Et si aujourd'hui le gouvernement et les humanitaires s'accordent pour dire que le nombre de viols lors de conflits a diminué, le problème est loin d'être résolu.

Les viols enregistrés dans les zones de conflits auraient diminué de 50% en deux ans en RDC. Une conséquence de la diminution des conflits armés dans le pays depuis 2013, selon Jeanine Mabunda, la représentante de Joseph Kabila pour les questions de violences sexuelles.

Selon elle, c'est sur le terrain de la justice qu'il faut continuer de travailler. " Il n'y a pas de perfection, on ne va pas passer du jour au lendemain vers une jus-

tice parfaite, mais si je prends le cas de la justice militaire, il y a eu plus de 246 décisions en deux ans de militaires et policiers impliqués dans des violences sexuelles. On a les réponses au sein de notre société, ça a changé ", assure Jeanine Mabunda.

Le Prix Sakharov 2014 a été attribué, ce mardi 21 octobre 2014, au gynécologue congolais Denis Mukwege. Il est récompensé pour son travail auprès des femmes, victimes de viols et autres formes de violence sexuelle, lors de conflits armés, en RDC. © Photo Radio Okapi/Archives

Les choses ont changé, mais le défi reste entier. Le docteur Denis Mukwege, qui opère, et répare les victimes dans son hôpital de Bukavu, le rappelle : les conflits ne durent qu'un temps alors que les viols peuvent avoir des répercussions sur des générations. " Le viol est une métastase " explique le praticien qui s'interroge : comment les enfants qui ont vu leurs parents subir une telle humiliation peuvent-ils se comporter normalement ? " C'est un problème réel qu'il faut affronter avec courage ", assène le docteur Mukwege, et selon lui, cela passe d'abord par une plus grande reconnaissance du statut des victimes. Les femmes qui témoignent devant les tribunaux aujourd'hui ne reçoivent pas de réparations, qu'elles soient financières, ou symbolique.

Source : Rfi.fr

Euro 2016: Cristiano Ronaldo et le Portugal butent sur l'Autriche

Cristiano Ronaldo et le Portugal ont buté sur l'Autriche malgré une domination indiscutable et ont fait match nul au Parc des Princes ce samedi 18 juin (0-0). Cristiano Ronaldo a raté le penalty qui aurait pu donner la victoire à la Seleção. Le Portugal devra absolument gagner son troisième match face à la Hongrie pour espérer disputer un huitième de finale.



Cristiano Ronaldo lors de la rencontre face à l'Australie, le 18 juin 2016

Quand Cristiano Ronaldo est là, tout tourne autour de lui. A tel point que lors de la première rencontre face à l'Islande (1-1), le triple Ballon d'Or, auteur de dix tirs, a joué les deux derniers coups francs en fin de match, sans trouver le chemin des filets. Les deux fois, il a touché le mur...

Une première occasion à la 22e minute pour Ronaldo

Face à l'Autriche, le joueur du Real Madrid devait régler la mire pour entrer dans l'histoire du championnat européen des nations et devenir le premier joueur à marquer lors de quatre Euros différents. D'autant qu'à 31 ans, le temps presse. Sa soirée ne fut pas un long fleuve tranquille. Elle s'est même terminée en cauchemar.

Seul en pointe après dix minutes

de jeu, il avait commencé sur le côté gauche, Cristiano Ronaldo manque la première vraie occasion du Portugal à la 22e minute. Face au but, le Madrilène loupe sa frappe après un centre parfait de Guerreiro. Ronaldo, dépité, aura une autre occasion quelques minutes plus tard sur un centre de Nani. Il cadre de la tête, Robert Almer boxe le ballon (35e).

Après douze tirs, dont quatre cadrés, avec entre autres une tête de Nani qui finit sur le poteau gauche, le Portugal rentre aux vestiaires sans avoir ouvert le score. L'Autriche - un seul tir lors de la première période - s'en sort bien. Même si les Autrichiens auraient pu ouvrir le score sur un coup de David Alaba sauvé sur la ligne par

Vieirinha qui devançait Martin Harnik placé en embuscade (41e). Le Portugal, dominateur, mais inefficace face à l'Islande, revit la même chose face aux Autrichiens.

Un manque de chance évident...

On appelle cela ne pas avoir de réussite. A la 56e minute, Ronaldo catapulte sa tête vers le but autrichien et Almer détourne une nouvelle fois la frappe du capitaine portugais. Une minute plus tôt, libre de tout marquage, Cristiano Ronaldo décoche une lourde frappe du gauche aux 20 mètres, obligeant Almer à détourner en corner sur un plongeon. Pour couronner le tout, la star mondiale du ballon rate le penalty qui lui

promettait la victoire ce soir au Parc des Princes, lui qui avait fait match nul lors de sa dernière apparition dans l'antre parisien, face au club de la capitale en Ligue des champions. Sa frappe heurte le poteau gauche autrichien...

La seule fois où le ballon est allé au fond des filets, Cristiano Ronaldo était hors jeu (85e). " C'est le football, on doit continuer à y croire. On a raté beaucoup d'occasions comme moi avec ce penalty. Si on gagne contre la Hongrie on sera qualifié ", a affirmé Ronald.

" Ce soir, on méritait vraiment une victoire, dit le latéral gauche Raphaël Guerreiro, qui vient de signer avec le Borussia Dortmund. On ne va pas baisser les bras. Ne

pas passer le premier tour serait une grosse déception pour nous. Il y a de la frustration, mais la chance va tourner. Ronaldo est un joueur qui sait se remettre en question ".

" C'est le meilleur du monde, voilà son importance ", s'était agacé le sélectionneur du Portugal Fernando Santos, en réponse à une nouvelle question sur sa superstar Cristiano Ronaldo lors de la conférence de presse d'avant match. Sauf que le meilleur joueur du monde est resté encore une fois muet. Le Portugal, qui affrontera la Hongrie lors du troisième match, sera au pied du mur. Ronaldo et les siens devront absolument retrouver la parole.

Source : rfi.fr

Sommet de Lomé sur la sûreté, la sécurité maritime et le développement en Afrique
 piraterie maritime, terrorisme, pêche illégale, migration, ...
 15 octobre 2016, Lomé, Togo
 sommetdelome.org

UNION AFRICAINE
 MINISTRE TOGOLAIS DES AFFAIRES ETRANGERES & DE LA COOPERATION



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

" Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes